

ÉLEVAGE DE PORCS
Francisco MARTINEZ
BRANDONVILLERS (MARNE)

Brandonvillers, le 4 - Avril 1947

Chère Madame

C'est n'est pas sans mal que je trouve
votre adresse, car depuis que votre mari
est parti à la Sous Préfecture de Vitry le
Français j'ignorais votre adresse.

Vous vous demanderez de qui est
cette lettre, si vous ne vous rappelez
pas, votre mari vous le dira. Je suis un
des réfugiés espagnols qui sommes arri-
vés à Vitry vers la fin 1939 au moment
où Franco nous a donné le coup de botte
à tous et nous a poussé pour rentrer
en France, c'est à ce moment là, que
je vous ai connue et en particulier à
votre mari quand il était alors sous-
prefet à Vitry, et c'est lui qui nous a
donné du courage au moment que notre
moral était si bas et la situation si
critique pour nous.

J'ai cherché plusieurs fois de vous
savoir depuis que votre mari est arrêté
mais personne me renseignait à votre
sujet et je voulais vous écrire interpellant
là pensés de quelques uns de mes com-

patriotes pour vous donner au courage
à ce moment si pénible et si triste
pour vous.

Quand nous avons appris que vo-
tre mari était en prison nous avons éprou-
vé une grande peine, car nous nous rap-
peliions le moment où il venait nous voir
dans notre petit camp de concentration de
Tuby, et nous donner de cigarettes et nous
encourager; vous devez vous rappeler aussi
de cela car quelquefois vous veniez avec lui.

Si vous avez la possibilité de voir
votre mari, Veuillez lui transmettre
toute notre reconnaissance et notre
sympathie en ce moment si pénible
pour vous et pour lui.

Veuillez agréer Madame nos
sincères salutations de nous tous.

Martinez

P. S. En 1939 votre mari m'a bien autor-
isé à m'installer dans une vieille fer-
me et faire l'élevage de poules et porcs,
maintenant grâce à lui nous avons assez
bien réussi. Je vous dis encore mille fois
merci.

Gillyer 24 juin 1949

Monsieur René Trouquet

Vous ne vous souvenez sans doute pas de moi, mais moi, je ne vous ai pas oublié, et je me rappelle souvent que c'est grâce à votre intervention en Septembre 1941, que je ne me suis pas suicidé ; puisque, amicalement négociant, ayant été salarié depuis ma jeunesse ; ma demande d'allocation aux Vieux Travailleurs était toujours renvoyée aux Cahucis Gracq, et que c'est grâce à vous que j'ai enfin obtenu une solution le 1^{er} janvier 1942 ; à cette époque, vous étiez encore à Châlons et n'avez pas eu les ennuis éprouvés depuis ; mais je ne puis vous dire, avec quelle émotion, depuis qu'il était question de vous sur le journal, ces derniers jours, je parcourais les lignes et c'est avec plaisir que je viens aujourd'hui vous féliciter du résultat.

Vous allez dire que vous ne vous souvenez guère des félicitations d'une vieille ouvrière de 83 ans, mais cela vous montrera que s'il y a parfois des ingrats ; moi je sais

me souvenir des personnes qui m'ont fait du bien;
et c'est avec ma plus sincère reconnaissance que
je termine ma petite lettre.

Je vous prie, Monsieur, l'expression
de mes meilleurs et respectueux sentiments

De Madame Lancelotti

COPIE

Châlons-sur-Marne, le 18 Décembre
1941.

Mademoiselle ,

Par lettre en date du 16 Décembre 1941, vous m'avez signalé la situation des familles CHARLOT, SANTAMBIAZ, BOULAY et DEBU, dont les chefs de famille, agents de la S.N.C.F., ont été incarcérés à la suite de faits de propagande contraires aux intérêts de l'Etat.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dès que j'ai été informé de l'incarcération des intéressés je me suis préoccupé de la situation matérielle de leur famille .

L'allocation journalière a été accordée aux enfants à compter du 1^{er} Novembre et le mandatement pour le premier mois est actuellement effectué, les bons de caisse parviendront sous peu aux intéressés.

Veuillez agréer, Mademoiselle, mes respectueux hommages.

LE PREFET,

René Bousquet.

Mademoiselle DEBU,
Assistance S.N.C.F. à
VERREY.

Châlons le 31 Janvier 1942

Madame,

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'attention de votre lettre du 17 Janvier courant et je comprends le sentiment qui vous anime et le désir que vous avez de voir libérer vos fils internés par mesure administrative.

J'aurais vivement désiré pouvoir répondre favorablement à votre demande mais j'estime qu'il n'y a pas intérêt pour vos enfants à leur retour actuellement dans le département de la Marne.

Si la situation à cet égard se modifiait, j'examinerais bien volontiers une mesure de bienveillance en leur faveur.

Si leur absence était de nature à créer pour vous une gêne pécuniaire, je vous demande de me le faire connaître et je m'efforcerai d'y remédier.

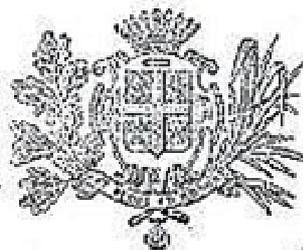
Veillez agréer, Madame, l'hommage de mes sentiments distingués.

Le Préfet,

Madame ARVOIS GEOFFROY, à FÈRE-CHAMPENOISE.

VILLE
DE
CHALONS
SUR-MARNE

Toute la correspondance
doit être adressée au
Maire à l'Hôtel de Ville



4 Juin 1942.

TÉLÉPHONE / 60
CABINET DU MAIRE / et
SECRETARIAT / 192

Le MAIRE de la Ville de Châlons-sur-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

S/AL

à Monsieur L E G E R
Directeur du Cabinet de Mr. le Secrétaire Général
à la Police
- P A R I S -

Monsieur le Directeur du Cabinet,

Je m'empresse de vous accuser réception de la somme de 5.000 Frs. que vous avez remis, de la part de Mr. René BOUSQUET à l'occasion de sa nomination comme Secrétaire Général à la Police, à la Municipalité pour être répartie entre les familles nécessiteuses de la Ville. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien vous faire mon interprète auprès de Mr. René BOUSQUET pour lui adresser mes plus chaleureux remerciements pour son don généreux.

Je profite également de l'occasion qui m'est offerte pour vous adresser tant en mon nom personnel qu'au nom de la Municipalité nos bien sincères félicitations à l'occasion de votre nomination comme Directeur du Cabinet de Mr. BOUSQUET.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur du Cabinet, l'assurance de mes meilleurs et tout dévoués sentiments.

P. LE MAIRE
L'Adjoint-délégué

